

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
Rue du Cul d'Anon - BP 80145
49183 St-Barthélemy-d'Anjou

St-Barthélemy-d'Anjou, le 27 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCREDIS

ZI des Malembardières
BP 136
49800 TRELAZE

Références : 2022-374_INSP_SOCREDIS-Trélazé_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SOCREDIS implanté ZI des Malembardières BP 136 49800 TRELAZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCREDIS
- ZI des Malembardières BP 136 49800 TRELAZE
- Code AIOT dans GUN : 0006301238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Installations de fabrication et de transformation de matières plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection du 13 octobre 2015
- Contrôle par sondage des prescriptions de l'arrêté préfectoral (AP) du 11/02/2009 : situation administrative, contrôles des rejets atmosphériques, des eaux de refroidissement, des niveaux sonores, des installations électriques, protection contre la foudre, ressources en eau et lutte contre la pollution et protection des milieux récepteurs bassin de confinement et bassin d'orage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats hors points de contrôle

1/ Ressources en eau - réserve incendie (art. 7.5.4 de l'AP du 11/02/2009)

=> Afin de faciliter l'intervention des services de secours, signaler la fonction et la capacité de la réserve incendie du site.

2/ Bassins de rétention (art. 7.5.7 de l'AP du 11/02/2009)

=> Afin de faciliter l'intervention des services de secours, signaler la fonction et la capacité des 2 bassins de rétention du site.

3/ Vanne d'isolement associée au bassin de rétention principale (art. 7.5.7 de l'AP du 11/02/2009)

=> Signaler la vanne d'isolement.

4/ Bassins de rétention - nettoyage

Présence de dépôts dans le bassin de rétention à proximité de l'atelier Compound.

=> Veiller à nettoyer régulièrement les bassins de rétention.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Protection contre la foudre - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 7.2.7	/	Mise en demeure, respect de prescription
Situation administrative : rubrique 2661-1 - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Situation administrative : rubrique 2661-2 - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Situation administrative : rubrique 2663 - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle des rejets atmosphériques - Constat de l'inspection du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 3.2.4	/	Sans objet
Contrôle des rejets atmosphériques : dispositifs de captation de poussières	AP du 11/02/2009, article 3.2.4	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission sur les émissions canalisées (atmosphériques)	AP du 11/02/2009, article 3.2.3	/	Sans objet
Vérification qualité des eaux de refroidissement - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 4.3.9	/	Sans objet
Plan des réseaux	AP du 11/02/2009, article 4.2.2	/	Sans objet
Contrôle des niveaux sonores - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 6.2.4	/	Sans objet
Bruit : contrôle des niveaux sonores - analyse du bruit résiduel	AP du 11/02/2009, article 6.2.4	/	Sans objet
Bruit : niveaux limites de bruit	AP du 11/02/2009, article 6.2.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 7.2.5	/	Sans objet
Détection incendie : vérification	AP du 11/02/2009, article 7.3.8	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention : extincteurs et RIA	AP du 11/02/2009, article 7.5.2	/	Sans objet
Ressources en eau (réserve et poteaux) - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 7.5.4	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs : actionnement vanne	AP du 11/02/2009, article 7.5.7	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement, bassin d'orage)	AP du 11/02/2009, article 7.5.7	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs : test vanne d'isolement	AP du 11/02/2009, article 7.5.7	/	Sans objet
Mesures relatives au stockage des produits finis à l'extérieur	AP du 11/02/2009, article 8.1	/	Sans objet
Situation administrative - rubrique 1435 - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Sans objet
Situation administrative - rubrique 1532-2	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bruit : valeurs limites d'émergence	AP du 11/02/2009, article 6.2.1	/	Sans objet
Situation administrative - rubrique 2560 - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Sans objet
Situation administrative - rubrique 2662-2 - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Sans objet
Situation administrative - rubrique 2940-2 - Constat du 13/10/2015	AP du 11/02/2009, article 1.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas la fréquence de contrôles des rejets atmosphériques, de ses installations électriques par thermographie infrarouge, de ses émissions sonores, de sa vanne d'isolement avec le milieu extérieur. Il a fourni a posteriori de la visite plusieurs bons de commande visant à réaliser certaines de ces vérifications prescrites dans son arrêté préfectoral du 11/2/2009.

Concernant la protection des installations contre la foudre, aucune action n'a été engagée par l'exploitant depuis la précédente inspection du 13/10/2015 où il avait déjà été constaté des retards importants sur cette thématique depuis la publication de l'ancien arrêté ministériel du 15/01/2008.

Concernant la situation administrative, plusieurs modifications notables concernant les rubriques 2661-1, 2661-2 et 2633 n'ont pas été déclarés au préfet avant leur réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement. En particulier, pour la rubrique 2661-1, l'extension de capacité implique un passage de régime de l'enregistrement au régime de l'autorisation. Ce projet de modification doit faire l'objet d'un examen au cas par cas afin de savoir s'il est soumis à évaluation environnementale. Il n'a pas pu être établi par l'inspection des installations classées à l'issue de la visite que ces modifications notables peuvent être considérées comme substantielles.

Pour ces 2 sujets, il est donc proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 et de l'article R181-46 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets atmosphériques - Constat de l'inspection du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure régulièrement du respect de ses émissions atmosphériques par des mesures effectuées par un organisme agréé à une fréquence au minimum annuelle sur les principaux postes émetteurs et dans des conditions représentatives de l'activité. Les résultats de ces mesures ainsi que le justificatif que plus de 80% des poussières émises sont captées sont classés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection de 2015, il avait été constaté que les rejets atmosphériques n'avaient pas fait l'objet d'un contrôle depuis 2010. Un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été pris à l'issue de cette inspection. Il avait été proposé au préfet de le lever par courrier du 11/07/2016 compte tenu que l'exploitant avait transmis par courrier du 30 mai 2016 le rapport de contrôle des rejets à l'atmosphère. Au jour de la visite, il n'y a pas eu de contrôle des rejets atmosphériques depuis le rapport précité (contrôle des rejets atmosphériques par Socotec le 4/2/2016 des extracteurs des ateliers n°1 et 2 et des lignes plaxage 1, 2 et 3). L'exploitant ne respecte pas la fréquence annuelle de contrôle. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir commandé auprès de l'Apave une campagne d'analyses (justificatif non présenté).
Observations : Par courrier électronique du 04/07/2022, l'exploitant a transmis les bons de commande des 09-30/06/2022 auprès de la société APAVE pour la réalisation d'une campagne d'analyses de ses rejets atmosphériques (date d'intervention non précisée). => Respecter la fréquence annuelle de contrôle des rejets atmosphériques. => Transmettre le rapport de contrôle des analyses de rejets atmosphériques réalisé en 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets atmosphériques : dispositifs de captation de poussières

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure régulièrement du respect de ses émissions atmosphériques par des mesures effectuées par un organisme agréé à une fréquence au minimum annuelle sur les principaux postes émetteurs et dans des conditions représentatives de l'activité. Les résultats de ces mesures ainsi que le justificatif que plus de 80% des poussières émises sont captées sont classés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter d'éléments justifiant que : <ul style="list-style-type: none">- plus de 80% des poussières émises sont captées par les dispositifs de filtration en place (point non abordé dans le rapport de contrôle de 2016),- les émissions diffuses de poussières représentent moins de 20% des émissions totales avant filtration.
Observations : => Justifier que plus de 80 % des poussières émises sont captées par les dispositifs de filtration en place et que donc les émissions diffuses de poussières représentent moins de 20 % des émissions totales avant filtration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission sur les émissions canalisées (atmosphériques)

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Équipement - Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques Filtres du site - Concentration en poussière < 10 mg/m ³ Plaxage – Flux en COV < 2 kg/ heure Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
Constats : Le dernier contrôle des rejets atmosphériques par Socotec du 4/2/2016 montre un respect des valeurs limites d'émission : <ul style="list-style-type: none">- en concentration pour les poussières,- en flux pour les COV totaux. Toutefois, il précise que les sections de mesurage des 2 extracteurs ne sont pas satisfaisantes (au niveau des longueurs droites amont et aval, sans accident, inférieures à 5 x diamètre hydraulique du conduit et au niveau des trappes normalisées).
Observations : => Réaliser les actions correctives nécessaires afin de s'assurer que les sections de mesures des deux extracteurs soient conformes aux normes de référence lors des prochains contrôles des rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux de refroidissement rejetées aux eaux usées doit être vérifiée systématiquement avant chaque vidange du circuit. Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :</p> <p>Paramètre Valeur limite de rejet Norme (ou autre sous réserve de justificatif)</p> <p>Volume annuel < 360 m³</p> <p>Température de rejet < 30°C</p> <p>pH 5.5 < Ph < 8.5 NF T 90008</p> <p>MES < 600 mg/litre NF EN 872</p> <p>DBO5 < 800 mg/litre NF T 90-103-1</p> <p>DCO < 2000 mg/litre NF T 90 101</p> <p>Azote total (en N) < 60 mg/litre NF EN 25663</p> <p>Phosphore total (en P) < 20 mg/litre NF EN 1189</p> <p>Hydrocarbures totaux < 10 mg /litre NF T 90114</p> <p>Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX) : total < 0.01 mg/litre NF EN ISO 10301</p> <p>Métaux et métalloïdes somme < 10 mg /litre ISO 11885</p> <p>Le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite confirmée par le présent arrêté.</p>
<p>Constats : Lors de la précédente inspection, la dernière analyse des eaux de refroidissement avant rejet n'avait pas pu être fournie.</p> <p>Au préalable de l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats d'un contrôle inopiné réalisé le 24/2/2021 par Angers Loire Métropole (ALM) des eaux de refroidissement stockées dans un circuit fermé d'une capacité de 180 m³ qui indique un dépassement en concentration pour le paramètre cuivre (555 ug/L) par rapport aux valeurs définies dans la convention de rejet entre l'exploitant et ALM. Le rapport rappelle également de transmettre les résultats d'analyses avant chaque vidange.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir à l'inspection les justificatifs afférents aux rejets (1 fois par an selon l'exploitant) de ses eaux de refroidissement dans le réseau des eaux usées d'ALM et à la vérification de leur qualité par rapport aux valeurs limites d'émission depuis la précédente inspection.</p> <p>Selon l'exploitant, il n'y avait pas eu de rejet en 2022.</p>
<p>Observations : Par courriel du 04/07/2022, l'exploitant a précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les volumes d'eaux rejetés étaient de l'ordre de 180 m³ en 2019, 2020 et 2021, - qu'il avait redemandé à ALM la copie des contrôles inopinés effectués, - qu'il s'engageait dorénavant à réaliser un contrôle des eaux de refroidissement afin de valider la possibilité de vidanger son système durant la période de fermeture estivale prévue en juillet (transmission d'un bon de commande du 30/06/2022 auprès de la société INOVALYS pour une campagne de prélèvements et d'analyses de ses rejets aqueux). <p>=> Vérifier systématiquement la qualité des eaux de refroidissement rejetées aux eaux usées avant chaque vidange du circuit.</p> <p>=> Transmettre le rapport d'analyses des eaux de refroidissement avant rejet dans le réseau d'ALM de juillet 2022.</p> <p>=> Tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs afférents au respect des valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement rejetées dans le réseau d'ALM.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) ;- les ouvrages de confinement internes et les dispositifs de déconnexion ou de régulation de débit.
Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite un "plan de récolement voirie et réseaux divers" du 30/08/2011 où sont représentés les réseaux d'eaux pluviales et certains ouvrages (réserve incendie, les deux bassins de rétention, vanne d'isolement du site). Toutefois, il n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux d'alimentation en eau potable avec l'éventuel dispositif de protection de son alimentation et du réseau des eaux usées.
Observations : => Tenir à disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation en eau potable et des eaux usées répondant aux exigences de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11/02/2009.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux sonores - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure régulièrement du respect des niveaux sonores précisés par les articles 6.2.1, 6.2.2 et 6.2.3 par des mesures effectuées par un organisme agréé. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un rapport de mesurage au sens de la norme NF S31-010 et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La vérification du respect des valeurs et émergences limites de bruit se fera à une fréquence au minimum triennale pour les points indiqués par le présent arrêté. La méthode retenue est celle dite « de contrôle » selon la norme NF S 31-010. L'analyse du bruit résiduel sur le point 1 doit être effectué systématiquement pendant l'arrêt des installations et dans des conditions horaires proches de la réalisation de la mesure de bruit ambiant.
Constats : Lors de la dernière inspection de 2015, il avait été constaté qu'aucun contrôle n'avait été effectué. A l'issue de l'inspection, l'exploitant avait transmis un rapport de contrôles des niveaux sonores et de l'émergence par SOCOTEC des 11 et 18 février 2016. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de nouveau contrôle depuis 2016, la fréquence triennale de vérification des valeurs et émergences limites de bruit n'est donc pas respectée. Il a indiqué avoir sollicité un devis pour réaliser cette vérification. La DREAL n'a pas été destinataire de plainte sur cette thématique depuis la dernière inspection.
Observations : Par courrier électronique du 04/07/2022, l'exploitant a transmis un bon de commande auprès de la société Socotec du 28/06/2022 pour la réalisation d'une campagne de mesures de bruit dont l'analyse du bruit résiduel est prévue le 22/07/2022. => Respecter la fréquence triennale de contrôle des niveaux sonores de l'établissement. => Transmettre les résultats de la campagne de mesures de bruit de 2022 accompagnés le cas échéant d'une proposition de plan d'actions correctives et de l'échéancier associé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit : contrôle des niveaux sonores - analyse du bruit résiduel

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure régulièrement du respect des niveaux sonores précisés par les articles 6.2.1, 6.2.2 et 6.2.3 par des mesures effectuées par un organisme agréé. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un rapport de mesurage au sens de la norme NF S31-010 et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La vérification du respect des valeurs et émergences limites de bruit se fera à une fréquence au minimum triennale pour les points indiqués par le présent arrêté. La méthode retenue est celle dite « de contrôle » selon la norme NF S 31-010. L'analyse du bruit résiduel sur le point 1 doit être effectué systématiquement pendant l'arrêt des installations et dans des conditions horaires proches de la réalisation de la mesure de bruit ambiant.
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores réalisé par Socotec les 11 et 18 février 2016 précise que la mesure du bruit résiduel n'a pas été effectuée pendant l'arrêt des installations (installations fonctionnant 24h/24 du lundi au vendredi) mais en un lieu proche de la zone à émergence réglementée (ZER) dans un environnement acoustique similaire à la mesure de bruit ambiant et en l'absence de bruit particulier (bruit de l'établissement au point P4 (point non localisé sur un plan du rapport).
Observations : Par courrier électronique du 4/7/2022, l'exploitant a indiqué que la prochaine analyse de bruit résiduel sera réalisée le 22/7/2022 par Socotec, date à laquelle l'entreprise sera fermée. => Réaliser l'analyse du bruit résiduel sur le point 1 (point en ZER) systématiquement pendant l'arrêt des installations et dans des conditions horaires proches de la réalisation de la mesure de bruit ambiant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit : valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) 6dB(A) 4dB(A) Supérieur à 45 dB(A) 5 dB(A) 3 dB(A)
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores réalisé par Socotec les 11 et 18 février 2016 montre un respect des valeurs limites d'émergence au point ZER au nord-est du site situé 7 square des Malembardières (correspondant au point 1 de la carte en annexe de l'arrêté préfectoral du 11/02/2009).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit : niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Niveau sonore limite admissible PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) Point n°1 face n°7 square des Malembardières 60 dB(A) 50 dB(A) Point LP1 extrémité nord du site 60 dB(A) 55 dB(A) Point LP2 extrémité sud du site 55 dB(A) 45 dB(A) Les zones à émergence réglementée et les points de mesure sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.
Constats : Lors du dernier contrôle de février 2016, il a été relevé un respect des niveaux de limites de bruit au point LP2. Cependant, des dépassements sont notés : - au niveau du LP1 : 64,5 dB(A) de jour (pour un niveau de limite de bruit de 60 dB(A)) et 57 dB(A) de nuit (pour un niveau de limite de bruit de 55 dB(A)), - au niveau du point n°1 en ZER : 63 dB(A) de jour (pour un niveau de limite de bruit de 60 dB(A)) et 56 dB(A) de nuit (pour un niveau de limite de bruit de 50 dB(A)) Selon le rapport, ces dépassements ne seraient pas imputables à l'exploitant mais à une autre activité voisine "Système U". Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'actions correctives particulières à l'issue de ces résultats.
Observations : => Transmettre les résultats de la campagne de mesures de bruit de 2022 accompagné le cas échéant d'une proposition de plan d'actions correctives et de l'échéancier associé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Un contrôle annuel par thermographie infrarouge des armoires électriques ou autre système équivalent permettra de déceler la présence de température de surface inhabituelle.
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de formaliser le suivi des actions au regard des contrôles réalisés. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">- le rapport de maintenance du 12/10/2021 par la société VFE (postes de transformation extrusion, groupe froid, compound, batteries, armoire basse tension (BT) et éclairage de sécurité) qui fait état d'un mauvais état des cellules d'armoires de distribution BT (coffrages),- le rapport de maintenance préventive des transformateurs du 12/08/2021 par Schneider Electric : absence d'anomalies,- le compte-rendu de réglage et d'essai de protection suivant la norme NF C13-100 du 11/8/2021 du poste de livraison : absence d'anomalies,- le rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge du 4/2/2022 (contrôle du 24-31 janvier 2022) et l'attestation Q19 présentant 3 anomalies de priorité 1 (action immédiate), 10 anomalies de priorité 2 (action sous 2 mois à compter de la réception du rapport) et 10 anomalies de priorité 3 (action à réaliser avant le prochain contrôle). Au jour de la visite, l'exploitant n'a pu fournir d'éléments afin de justifier que les anomalies du rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge du 4/2/2022 avaient été traitées. Le précédent contrôle par thermographie datait du 20/3/2019, la fréquence annuelle de contrôle n'est donc pas respectée.
Observations : Par courrier électronique du 04/07/2022, l'exploitant a transmis un état d'avancement des travaux (réalisés en interne) visant à corriger notamment les 13 anomalies de priorité 1 & 2 du dernier rapport de contrôle des installations électriques par thermographie du 4/2/2022. Au 4/7/2022, subsistaient 4 anomalies de priorité 2 et 4 anomalies de priorité 3. => Respecter la fréquence annuelle de contrôle des armoires électriques ou autre système équivalent par thermographie infrarouge. => Réaliser les travaux nécessaires, suite aux observations formulées dans le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge du 4/2/2022, afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Prescription contrôlée : La protection contre les risques de la foudre et la mise en application visée à cet article répond aux attendus de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 ou autres textes venant s'y substituer ou le compléter.
Constats : Lors de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer de la protection du site contre le risque foudre conformément à la réglementation en vigueur (analyse du risque foudre (ARF), étude technique (ET) et mise en place des mesures de prévention et de protection nécessaires) et d'en informer l'IIC. En effet, il avait été notamment constaté que le dernier rapport de vérification datait du 15/06/2007 et qu'un devis avait été établi le 7/10/2015 pour mettre à jour les études et les vérifications relatives à cette thématique. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15/01/2008 ont été abrogées par l'arrêté du 19 juillet 2011 (art. 3). Elles ont été reprises et introduites dans la section III de l'arrêté ministériel (AM) du 4/10/2010 créée par l'art. 1 de l'arrêté précité. En amont de la visite et en réponse à la demande de transmission du carnet de bord des installations, l'exploitant a uniquement transmis l'ARF du 12/11/2015 effectuée par l'APAVE concluant à la nécessité de réaliser une ET et donc de mettre en place les dispositifs définis dans cette ET (au plus tard 2 ans après l'ARF). Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir à l'inspection des installations classées les autres documents afférents à la protection contre la foudre (art. 22 de l'AM du 4/10/2010). En particulier, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter : <ul style="list-style-type: none">- l'ET qui était à réaliser par un organisme compétent suite à l'ARF du 12/11/2015 précitée ainsi que la notice de vérification et de maintenance - art. 19 de l'AM du 4/10/2010,- les justificatifs afférents à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, à l'issue de l'ET, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'ARF - art. 20 de l'AM du 4/10/2010,- le rapport de vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après l'installation des protections définies dans l'ET - art. 21 de l'AM du 4/10/2010. D'autre part, l'exploitant a indiqué : <ul style="list-style-type: none">- qu'il ne réalisait pas de vérifications visuelles annuellement par un organisme compétent - art. 21 de l'AM du 4/10/2010,- que l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations ne faisait pas l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent - art. 21 de l'AM du 4/10/2010. Enfin, il n'a pas été constaté lors de la visite la présence de dispositif de type paratonnerre sur le bâtiment.
Observations : Par courrier électronique du 4/7/2022, l'exploitant a transmis un bon de commande du 29/06/2022 auprès de la société APAVE pour la réalisation de l'étude technique. => Proposition de mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">- Installer des dispositifs de protection et mettre en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, répondant aux exigences de l'étude technique,- réaliser une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, après l'installation des protections définies dans l'ET,- tenir à jour un carnet de bord,- tenir en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Détection incendie : vérification

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, aux préconisations de cet arrêté, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme. Ces dispositions s'appliquent notamment pour la détection incendie des ateliers de granulation, d'extrusion, de stockage des matières premières, des produits finis, de la zone de broyage, de plaxage et de la zone fabrication d'outillage. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
Constats : La dernière vérification semestrielle a été effectuée le 19/01/2022 par la société AVISS Services. Le rapport associé présente les observations suivantes : "Boucles de détection : prévoir nettoyage des 3 linéaires Z15 (production compound), devis en cours pour le changement de technologie (passage en aspiration)". Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le devis de changement avait été établi (non présenté), il n'a pas fait l'objet d'un bon de commande.
Observations : => Maintenir l'efficacité dans le temps du système de détection incendie en engageant les actions correctives nécessaires suite à la dernière vérification du 19/01/2022 par la société AVISS Services.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention : extincteurs et RIA

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection risque incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Au jour de la visite : - Extincteurs : La dernière vérification a été effectuée par la société Multiprotec le 22/9/2021 ; - RIA : La dernière vérification a été faite par SONATECH le 8/2/2016 (certificat Q5 faisant état d'aucune non-conformité ou proposition d'amélioration). L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de nouvelle vérification depuis 2016 et qu'il avait réalisé un devis auprès de la société APS (non présenté). Lors d'un contrôle par sondage des équipements, il a été constaté que 2 RIA étaient inaccessibles dans les zones de stockage Outillage et Matières Premières.
Observations : Par courrier électronique du 4/7/2022, l'exploitant a transmis un bon de commande auprès de la société APS du 27/6/2022 pour la réalisation d'une vérification des RIA. => Maintenir les RIA accessibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau (réserve et poteaux) - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection risque incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - une réserve d'eau constituée au minimum de 800 m ³ en toutes circonstances. Cette réserve d'eau est à rendre opérationnelle au plus tard au moment de la mise en service de l'extension de l'atelier extrusion (TITRE 10) ; - deux poteaux incendie implantés à moins de 200 mètres du site et conformes à la norme NFS 61-213 et capables chacun de fournir un débit de 60 m ³ /h minimum sous une pression dynamique de 1 bar ;
Constats : Lors de l'inspection du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer du débit et de la pression des poteaux incendie. Lors de la visite, il a pu être constaté la présence d'une réserve incendie dont la fonction et la capacité ne sont pas signalées. Elle n'est pas équipée d'un dispositif (graduation, échelle de niveau...) permettant de s'assurer qu'un volume minimal de 800 m ³ est disponible en toutes circonstances. L'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas eu de mesures de débit unitaire et en fonctionnement simultané des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public depuis la précédente inspection.
Observations : => Mettre en place un dispositif permettant de s'assurer que la réserve incendie du site dispose en toutes circonstances d'un volume minimal de 800 m ³ . => Réaliser des mesures de débits (unitaires et en fonctionnement simultané) des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public afin de s'assurer que ces moyens sont capables de fournir les objectifs définis à l'art. 7.5.4 de l'AP du 11/02/2009 (débit de 60 m ³ /h minimum sous une pression dynamique de 1 bar).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs : actionnement vanne

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Seul le bassin de rétention principal du site dispose d'un exutoire avec le milieu extérieur. Selon l'exploitant, il serait équipé en sortie d'une vanne d'isolement qui n'a pas pu être visualisée lors de la visite compte tenu qu'elle n'est pas accessible en toutes circonstances. En effet, il est nécessaire de disposer d'outils indisponibles au niveau du bassin pour ouvrir le regard et pour manipuler la vanne. A ce jour, il n'existe pas de procédure ou consigne définissant l'organisation de l'exploitant pour actionner cette vanne en toutes circonstances.
Observations : => Définir dans une procédure ou une consigne les modalités de mise en œuvre en toutes circonstances de la vanne d'isolement du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement, bassin d'orage)

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1500 m ³ avant rejet vers le réseau menant au bassin tampon de la zone industrielle. Ce bassin est à réaliser au plus tard au moment de la mise en exploitation de l'extension (TITRE 10). Pour l'atelier de granulation, une rétention spécifique permet de recueillir les eaux d'un éventuel incendie. La vidange des bassins suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.
Constats : Le site dispose de 2 bassins de rétention équipés de géomembranes : - un bassin de rétention principal relié à un exutoire avec le milieu extérieur dont la fonction et la capacité ne sont pas signalées. Il n'est pas équipé de dispositif (marquage, échelle de niveau...) permettant de s'assurer que la capacité minimale de rétention de 1 500 m ³ est disponible en permanence (présence d'eaux pluviales dans le bassin au jour de la visite), - un 2 ^e bassin de rétention à proximité de l'atelier Compound dont la fonction et la capacité ne sont pas signalées. Il n'est pas équipé de dispositif (marquage, échelle de niveau...) permettant de s'assurer que la capacité minimale de rétention nécessaire est disponible en permanence (présence d'eaux pluviales au fond du bassin au jour de la visite).
Observations : => Mettre en place un dispositif permettant de s'assurer que le bassin de rétention principal du site dispose en toutes circonstances d'un volume minimal de rétention de 1 500 m ³ . Le 2 ^e bassin de rétention devrait être équipé d'un système similaire (nécessité de déterminer au préalable le volume minimal de rétention nécessaire).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs : test vanne d'isolement

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure au moins une fois par an du bon fonctionnement de l'isolement des zones de rétention associées à : - l'atelier granulation par rapport aux eaux du ruisseau du Lapin ; - l'évacuation des eaux pluviales de la partie est du site vers le réseau d'eau pluviale menant au bassin tampon de la zone industrielle
Constats : Seul le bassin de rétention principal du site dispose d'un exutoire avec le milieu extérieur. Selon l'exploitant, il serait équipé en sortie d'une vanne d'isolement (non visualisée) qui n'est pas signalée. Il n'est pas réalisé de tests annuels afin de s'assurer de son bon fonctionnement.
Observations : => S'assurer du bon fonctionnement de l'isolement du bassin de rétention principal du site d'une capacité minimale de 1 500 m ³ en réalisant des tests au moins annuels de sa vanne d'isolement (les enregistrements associés devront être tenus à la disposition de l'IIC).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures relatives au stockage des produits finis à l'extérieur

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : Les stockages de produits finis situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres. Ils sont implantés à 15 mètres minimum des limites de propriétés.
Constats : Lors du contrôle par sondage des installations extérieures de stockage, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence de stockages temporaires, selon l'exploitant, de profilés le long de l'atelier plaxage (en attente d'expédition) et à proximité des silos (utilisés comme pare-bruit dans l'attente de la réalisation d'un mur anti-bruit),- l'absence de marquage au sol délimitant les nombreuses zones de stockage et de plan récent à une échelle adaptée des stockages,- la présence de stockages à proximité de l'ancienne limite de propriété (distance inférieure à 15 m). Toutefois, l'exploitant a indiqué avoir acheté les terrains situés au-delà de cette limite.
Observations : => Justifier du respect des distances minimales d'éloignement des stockages extérieurs de produits finis par rapport aux locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 et 2663 et aux limites de propriété en transmettant : <ul style="list-style-type: none">- un plan à jour et à une échelle adaptée définissant les aires de stockages extérieurs des produits finis,- un justificatif de la modification de la limite de propriété.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative : rubrique 2661-1 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2661-1
<p>Prescription contrôlée : AP : 2661-1.a : régime A Installations de mélange des matières premières et de granulation : 31 tonnes / jour Installations de transformation des compounds en profilés : 36 tonnes / jour <u>Rubrique 2661 actuellement en vigueur :</u> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j : A b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j : E c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j : D</p>
<p>Constats : Suite à la modification de la rubrique 2661 et l'instauration du régime de l'enregistrement par le décret 2013-1301 du 27/12/2013, les installations autorisées au titre de la rubrique 2661-1 de l'AP (31 + 36 soit 67 tonnes/jour) relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement. L'exploitant n'a pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et transmis le document visé au D181-15-2bis du Code de l'environnement. L'AP du 11/02/2009 reste donc applicable et le site reste soumis à la procédure d'autorisation environnementale.</p> <p>D'autre part, dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Aucun élément n'a été transmis par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a remis un suivi des quantités de matières traitées quotidiennement pour la fabrication de granulés depuis 2015 et pour la transformation de compounds en profilés et pièces injectées depuis janvier 2010. Il en ressort : - des dépassements récurrents depuis janvier 2010 de la quantité maximale journalière autorisée (36 tonnes/jour) pour la transformation des compounds en profilés avec un maximum en janvier 2017 de l'ordre de 47 tonnes/jour, - des dépassements récurrents depuis 2015 de la quantité maximale journalière autorisée (31 tonnes/jour) pour la fabrication de granulés avec un maximum observé en 2020 de l'ordre de 85 tonnes/jour, - des dépassements récurrents depuis 2015 du seuil de l'autorisation de la rubrique 2661-1 (70 tonnes/jour) pour les 2 activités exercées. Cette modification notable n'a pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement.</p>
<p>Observations : Il est à noter que : - cette extension de capacité en conduisant au dépassement du seuil de l'autorisation constitue une modification devant faire l'objet d'un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale, - la nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ne sont pas disponibles. Il ne peut être établi, à ce stade, que cette modification notable peut être considérée comme substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il ne peut donc être proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L171-7 du Code de l'environnement.</p> <p>Proposition de mise en demeure => Porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues au titre de la rubrique 2661-1 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer son caractère non-substantiel. Le dossier transmis au Préfet de Maine-et-Loire doit être accompagné d'une demande d'examen au cas par cas selon le</p>

formulaire CERFA n° 14734*03 afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Situation administrative : rubrique 2661-2 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2661-2
<p>Prescription contrôlée : AP : 2661-2A : régime A Mise en forme : 36 tonnes / jour <u>Rubrique 2661-2 actuellement en vigueur</u> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j E : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j : D</p>
<p>Constats : Suite à la modification de la rubrique 2661 et l'instauration du régime de l'enregistrement (avec la disparition du régime de l'autorisation pour la 2661-2) par le décret 2013-1301 du 27/12/2013, les installations autorisées au titre de la rubrique 2661-2 (36 tonnes/jour) relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement. L'exploitant n'a pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et transmis le document visé au D181-15-2bis. L'AP du 11/02/2009 reste donc applicable et le site soumis à la procédure d'autorisation environnementale.</p> <p>D'autre part, dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Aucun élément n'a été transmis par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a remis un suivi des quantités de matières traitées quotidiennement par le broyeur (depuis janvier 2015) et par les installations de transformation de compounds en profilés et pièces injectées depuis janvier 2010. Il en ressort des dépassements réguliers depuis janvier 2010 de la quantité maximale journalière de mise en forme autorisée (36 tonnes/jour) avec un maximum en janvier 2017 de l'ordre de 47 tonnes/jour.</p> <p>Cette modification notable n'a pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement.</p>
<p>Observations : Il est à noter que : - cette extension de capacité en elle-même est inférieure au seuil de l'enregistrement de cette rubrique (20 tonnes/jour) et ne devrait donc pas faire l'objet d'un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement, - la nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ne sont pas disponibles.</p> <p>Il ne peut être établi, à ce stade, que cette modification notable peut être considérée comme substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il ne peut donc être proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L171-7 du Code de l'environnement.</p> <p>Proposition de mise en demeure => Porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues au titre de la rubrique 2661-2 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer son caractère non-substantiel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Situation administrative - rubrique 1435 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1435
Prescription contrôlée : AP : 1434-1b : régime DC ($1 \text{ m}^3/\text{h} < \text{Débit} < 20 \text{ m}^3/\text{h}$) <u>Rubrique 1435 actuellement en vigueur (créée par décret 2010-367 du 13/04/2010 :</u> Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à $20\,000 \text{ m}^3$: E 2. Supérieur à 100 m^3 d'essence ou 500 m^3 au total, mais inférieur ou égal à $20\,000 \text{ m}^3$: DC Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.
Constats : Dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Ces éléments n'ont pas été transmis. Lors de la visite, l'exploitant a remis un suivi des consommations moyennes quotidiennes de fioul utilisé pour les chariots depuis 2015. L'exploitant ne disposait pas des volumes annuels.
Observations : => Justifier le classement des installations au titre de la rubrique 1435 en fournissant les volumes annuels distribués de carburant liquide.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative - rubrique 1532-2

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1532-2
Prescription contrôlée : AP : régime NC <u>Rubrique 1532-2 actuellement en vigueur</u> Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à $20\,000 \text{ m}^3$: E b) Supérieur à $1\,000 \text{ m}^3$ mais inférieur ou égal à $20\,000 \text{ m}^3$: D
Constats : Dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Ces éléments n'ont pas été transmis. Lors de la visite, il a été constaté la présence de stockage de palettes en bois en extérieur. L'exploitant ne disposait pas du volume maximal susceptible d'être présent permettant de justifier le régime NC au titre de cette rubrique.
Observations : => Justifier l'absence de classement des installations au titre de la rubrique 1532-2 en fournissant le volume maximal susceptible d'être stocké.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative - rubrique 2560 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2560
Prescription contrôlée : AP : 2560-2 : régime D (50 kW < Puissance < 500 kW) <u>Rubrique 2560 actuellement en vigueur:</u> Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW : E 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW : DC
Constats : Dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Ces éléments n'ont pas été transmis. Lors de la visite, l'exploitant a remis un état à jour des machines et de leurs puissances. La puissance totale est de 214,3 kW (régime inchangé, 2560-2 : DC).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative - rubrique 2662-2 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2662-2
Prescription contrôlée : AP : 2662-b : régime D $100 \text{ m}^3 < \text{Volume stocké} < 1000 \text{ m}^3$ dont : résines : 5 silos de 185 m^3 <u>Rubrique 2662 actuellement en vigueur:</u> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m^3 : E 2. Supérieure ou égal à 100 m^3 , mais inférieur à 1000 m^3 : D
Constats : Dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Ces éléments n'ont pas été transmis. Lors de la visite, l'exploitant a remis un suivi des stocks de composants du compound depuis le 1/9/2016. Les volumes stockés sont inférieurs à 1000 m^3 (régime inchangé, D).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2663-2b
Prescription contrôlée : AP : 2663-2b : régime D 1000 m ³ < Volume stocké < 10000 m ³ dont : <ul style="list-style-type: none">- Profilés en stockage couvert : 2500 m³- profilés en stockage extérieur : 2300 m³- granulés : 260 m³- pièces injectées : 60 m³ <u>Rubrique 2663-2 actuellement en vigueur:</u> Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : <ul style="list-style-type: none">a) Supérieur ou égal à 10 000 m³ : Eb) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³ : D
Constats : Dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations et transmettre le cas échéant une demande de modification au titre de cette rubrique. En effet, il apparaissait dans les éléments transmis par l'exploitant que le volume maximal théorique du stockage était de 7 760 m ³ (soit supérieur au volume maximal autorisé de 2 300 m ³) et que celui des granulés était de 1 230 m ³ (intérieur des bâtiments et extérieur) pour un volume maximal autorisé de 260 m ³ . Aucun élément n'a été transmis par l'exploitant. Lors de la visite, l'exploitant a remis un suivi des stockages des profilés (intérieur et extérieur), des granulés et des pièces injectées depuis le 1/9/2016. Il en ressort : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de dépassement du régime de l'enregistrement (10 000 m³) pour les volumes stockés sur cette période (régime inchangé) avec un stockage maximal d'environ 9 200 m³ au 1/9/2018,- le respect du volume maximal autorisé (2 500 m³) pour les profilés en stockage intérieur, Toutefois, il est relevé : <ul style="list-style-type: none">- l'absence du respect du volume maximal autorisé (2 300 m³) pour les profilés en stockage extérieur, la quantité maximale étant de 7 500 m³ au 1/9/2018,- l'absence du respect du volume maximal autorisé (260 m³) pour les granulés, la quantité maximale étant de 1 400 m³ au 1/9/2022,- l'absence du respect du volume maximal autorisé (60 m³) pour les pièces injectées, la quantité maximale étant de 185 m³ au 1/3/2022. Ces modifications notables n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement.
Observations : Il est à noter que : <ul style="list-style-type: none">- cette extension de capacité ne dépasse pas le seuil de l'enregistrement de cette rubrique (10 000 m³), il n'est donc pas nécessaire de réaliser un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement,- la nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ne sont pas disponibles. Il ne peut donc être établi, à ce stade, que cette modification notable peut être considérée comme substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il ne peut donc être proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L171-7 du Code de l'environnement. Proposition de mise en demeure => Porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues au titre de la rubrique 2663-2 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de démontrer son caractère non-substantiel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Situation administrative - rubrique 2940-2 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : AP du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2940-2
Prescription contrôlée : APC : 2940-2b : régime DC (10 kg/jour < Application de colle et de solvants < 100 kg/jour) <u>Rubrique 2940-2 actuellement en vigueur :</u> Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j : E b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j : DC
Constats : Dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Ces éléments n'ont pas été transmis. Lors de la visite, l'exploitant a remis un suivi des consommations journalières de colles et de primaires depuis 2015. Les consommations sont inférieures à 50 kg/jour, les installations relèveraient potentiellement toujours du régime DC. Toutefois, l'établissement est également classé au titre de la rubrique 2661.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet